



Gabisile Mabizela, jeune fille fréquentant l'Alexandra Trampoline Club, dans la cité d'Alexandra, Johannesburg, Afrique du Sud. Photo : Zed Nelson.

# L'HUMAIN AVANT TOUT

Une approche de l'économie centrée sur l'humain pour la croissance inclusive en Afrique

**En Afrique, les inégalités extrêmes privent les citoyens les plus pauvres du continent des fruits de la croissance récente. Pour lutter contre les inégalités en Afrique, les leaders politiques et les responsables d'entreprises doivent refondre l'économie en profondeur. Le nouveau modèle doit s'articuler autour des besoins des femmes et de la jeunesse africaine en matière d'emploi durable et de qualité, plutôt que sur les besoins des plus riches et des investisseurs étrangers. Les leaders doivent s'appuyer sur les politiques économiques et fiscales et sur les dépenses sociales pour créer une économie centrée sur l'humain en Afrique.**

# RÉSUMÉ

La question de la « croissance inclusive » dominera les échanges réunis ce mois-ci en Afrique à l'occasion du Forum économique mondial. L'enjeu est double. Selon le FMI, les prévisions de croissance en Afrique subsaharienne ont atteint leur plus bas niveau depuis 20 ans<sup>1</sup>. En outre, même lorsque le PIB augmentait à un rythme impressionnant dans tout le continent, la croissance était loin d'être inclusive.

Malgré des décennies de croissance sans précédent, la part de la population vivant dans la pauvreté a décliné plus lentement en Afrique que dans toute autre région du monde. En 2012, l'Afrique subsaharienne comptait 50 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté de plus qu'en 1990<sup>2</sup>.

En revanche, ces années de croissance ont été des plus fructueuses pour quelques privilégiés. Oxfam a révélé en janvier que trois milliardaires sud-africains détiennent autant de richesses que les 50 % les plus pauvres de la population du pays, tandis que les 1 % les plus riches en Afrique du Sud s'approprient 42 % des richesses totales du pays<sup>3</sup>.

De nouvelles données publiées par Brookings soulignent encore les inégalités économiques extrêmes en Afrique. Sept des vingt pays les plus inégaux au monde sont africains : le Swaziland est en tête, suivi de près par le Nigeria<sup>4</sup>.

Si les leaders africains profitaient de ce rendez-vous pour faire le point et explorer une autre voie, les inégalités économiques pourraient s'en trouver fortement réduites. L'espoir est permis, avec une main-d'œuvre jeune de plus en plus qualifiée et en bonne santé, une tendance durable vers une gouvernance plus stable et plus démocratique et de formidables opportunités de gain de productivité dans des domaines comme l'agriculture.

Mais pour s'adresser aux personnes les plus pauvres du continent, les participants au Forum économique mondial doivent réfléchir au-delà de la « croissance inclusive ». Au lieu de se focaliser uniquement sur le PIB dans l'espoir de l'ajuster pour le rendre plus inclusif, les leaders doivent s'attaquer directement aux inégalités et éradiquer la pauvreté afin que la prospérité économique profite à tous. Ces objectifs doivent prendre le pas sur la croissance du PIB non pas parce que la croissance n'est pas importante, mais parce que la pauvreté et les inégalités sont les principaux obstacles à l'instauration d'une croissance inclusive et durable en Afrique.

## LES FEMMES ET LA JEUNESSE

Du fait de la conjoncture économique dans de nombreux pays d'Afrique (avec une dépendance excessive vis-à-vis du secteur des industries extractives, des investissements inadéquats dans l'agriculture et un secteur informel conséquent<sup>5</sup>), les inégalités se répercutent surtout sur les jeunes et les femmes. Bien qu'ils soient reconnus comme l'avenir de la réussite économique de l'Afrique, ce sont bien les jeunes et les femmes qui sont les plus représentés dans le secteur informel et dans l'agriculture. Ils sont également les derniers à bénéficier d'emplois de qualité, d'investissements et de formations<sup>6</sup>. Quelque 70 % de la main-d'œuvre jeune en Afrique peut être considérée en situation de pauvreté active<sup>7</sup>.

Par ailleurs, ce sont les femmes et les jeunes qui souffrent le plus lorsque les États font des choix contestables en matière de dépenses. Le document d'Oxfam « Commitment to Reducing Inequality Index » à paraître (voir **Encadré 1** dans le rapport complet) mesurera l'action des États sur les politiques déployées pour lutter contre les inégalités, comme les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation, la fiscalité progressive et le renforcement des droits du travail. Il s'avère que le Nigeria et le Swaziland (pays où les inégalités sont les plus marquées en Afrique) mènent des politiques très médiocres et aux conséquences

désastreuses : par exemple, plus de 10 millions d'enfants ne sont pas scolarisés au Nigeria et un enfant sur dix décède avant son cinquième anniversaire<sup>8</sup>. À l'opposé, la Namibie a réalisé d'importants investissements dans des domaines stratégiques comme l'éducation, et les inégalités ne cessent de s'atténuer depuis 1993<sup>9</sup>.

Le présent document affirme que malgré l'héritage incontesté du colonialisme et des politiques d'ajustement structurel dans la hausse des inégalités en Afrique, les leaders africains ont le choix et disposent d'outils pour lutter contre les inégalités et la pauvreté. Ils doivent agir de toute urgence en privilégiant une économie centrée sur l'humain pour tendre vers une croissance inclusive en Afrique.

## UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN : DÉFINITION

Cette approche reconnaît les limites inhérentes à une mesure de la croissance qui se base uniquement sur le PIB (peu importe si cela profite à une minorité) et souligne ce qui pourrait profiter à la majorité des Africains.

Sur le plan économique, cela implique d'investir dans les petites exploitations agricoles. Plus de la moitié de la main-d'œuvre africaine travaille dans l'agriculture et le taux de pauvreté en milieu rural est près de deux fois plus élevé qu'en ville<sup>10</sup>. Les États doivent cesser de se concentrer exclusivement sur les projets d'envergure qui soutiennent l'industrialisation de l'agriculture et privilégier plutôt les investissements agricoles qui stimulent davantage les revenus et renforcent la sécurité des plus pauvres, notamment les femmes.

Une économie centrée sur l'humain requiert de restructurer le secteur privé pour le rendre plus inclusif. Les États africains peuvent détourner les modèles d'entreprises utilisés dans certains pays développés (principalement au service des investisseurs) en faveur de modèles économiques centrés sur l'humain et au service d'un éventail nettement plus large d'acteurs. Pour cela, il est possible de s'inspirer de plusieurs exemples. Près de la moitié des Kényans tirent directement ou indirectement leurs moyens de subsistance auprès de coopératives, où les recettes bénéficient directement aux propriétaires-producteurs<sup>11</sup>.

Les États sont également dans l'obligation de guider l'adoption de nouvelles technologies et de prendre des décisions en fonction des besoins réels des citoyens, et non des profits des entreprises du secteur technologique. La menace sur l'emploi et la fracture numérique qu'engendrera la quatrième révolution industrielle devraient accroître les inégalités. Cette problématique appelle des mesures de politique publique. Par ailleurs, les États engagés dans les nouvelles technologies ne doivent pas pour autant ignorer le développement des infrastructures essentielles et bénéfiques pour le plus grand nombre. Gardons-nous de surestimer les avantages de la quatrième révolution industrielle dans un continent où beaucoup attendent encore la deuxième.

## UNE FISCALITÉ JUSTE

Avec la menace pesant sur les budgets alloués à l'aide internationale et avec le risque que la dette des États devienne intenable pour de nombreux pays, la fiscalité nationale est appelée à devenir la principale source de financement des investissements publics. Le renforcement des capacités des administrations fiscales garantissant que les régimes fiscaux sont progressifs et qu'ils luttent contre les flux financiers illicites pourrait permettre de rapporter des sommes importantes. Mais les États doivent également travailler ensemble pour résister au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés dans le monde et à l'augmentation des avantages fiscaux<sup>12</sup>. D'après ActionAid, la Tanzanie, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda ont perdu ensemble jusqu'à 2,8 milliards de

dollars en 2012 à cause des exemptions et des incitations fiscales offertes aux entreprises. Pour le Rwanda, à cette époque, ces pertes s'élevaient à plus du double du budget consacré à la santé<sup>13</sup>.

## INVESTIR EN FAVEUR D'UNE ÉCONOMIE CENTRÉE SUR L'HUMAIN

Les dépenses publiques allouées à la santé et à l'éducation doivent être envisagées comme des investissements stratégiques indispensables et une obligation fondamentale des États. Pour cela, les États doivent honorer leurs engagements en matière de dépenses pour s'assurer que celles-ci profitent aux personnes les plus pauvres. Par exemple, aucun pays africain n'a encore atteint son objectif de financement de la santé<sup>14</sup>. Cela implique également de résister à la tentation à court terme de recourir aux modèles financiers qui enlisent encore davantage les personnes pauvres dans la pauvreté à cause des frais de scolarité ou de soin de santé, ou en privatisant ou externalisant les services auxquels tous les citoyens ont droit.

## RECOMMANDATIONS

Oxfam exhorte les leaders économiques et politiques qui participent au Forum économique mondial en Afrique à :

### Réduire activement les inégalités

- Élaborer des plans explicites pour réduire les inégalités et éradiquer la pauvreté conformément aux Objectifs de développement durable (ODD), avec notamment des objectifs concrets et mesurables et des engagements en matière de dépenses.
- Promouvoir l'égalité économique pour les femmes en investissant dans des infrastructures physiques et sociales requises pour reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soin non rémunéré, en exigeant des entreprises qu'elles communiquent en toute transparence sur les salaires octroyés aux hommes et aux femmes et en réfutant les normes sociales qui sous-tendent la violence contre les femmes et le manque de ressources économiques de celles-ci.
- Privilégier les mesures visant à formaliser certains pans de l'économie, notamment en investissant dans la création d'emplois et en proposant des emplois de qualité à la jeunesse africaine.
- Protéger l'espace alloué aux groupes de la société civile, particulièrement ceux agissant pour le droit du travail, les droits des femmes et la liberté de la presse.
- Élaborer des stratégies publiques et des cadres politiques sur l'adoption des nouvelles technologies qui tiennent explicitement compte de leur impact sur l'emploi et les inégalités.

### Investir dans un « New Deal » pour l'Afrique rurale

- Procéder à des investissements directs pour répondre aux besoins des petits producteurs agricoles. Ceux-ci doivent inclure un échéancier fondé sur des objectifs et un mécanisme de suivi pour répondre, puis aller au-delà de la Déclaration de Maputo qui impose aux États de consacrer 10 % de leur budget national à l'agriculture. Privilégier les investissements en recherche et développement, les services d'appoint, les infrastructures, les subventions et

des prix équitables des denrées alimentaires.

- S'assurer que les femmes travaillant dans l'agriculture ou dans d'autres secteurs informels bénéficient de la formation, des investissements, des droits fonciers et de la protection sociale dont elles ont besoin pour réussir sur le plan économique.
- Développer une nouvelle série de directives pour tout engagement de grande ampleur du secteur privé dans l'agriculture en Afrique. Les initiatives agricoles soutenues par le Forum économique mondial (à l'image de GROW Africa) doivent être révisées de toute urgence pour renforcer leur inclusivité, leur redevabilité et leur efficacité. Cette révision doit inclure la participation significative des groupes d'agriculteurs dans le processus décisionnel, en définissant des directives pour aboutir à des modèles agricoles « inclusifs » et en garantissant l'application et le suivi des normes actuelles les plus exigeantes et des accords internationaux sur la propriété foncière, le genre, le droit du travail, les droits des entreprises et les droits humains.

## **Promouvoir les modèles économiques centrés sur l'humain**

- Les États doivent appliquer les engagements pris, notamment dans le cadre des « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme » des Nations unies, pour garantir que les entreprises respectent les différentes normes relatives aux droits humains, au travail et à l'environnement.
- Soutenir le développement des PME et l'élaboration de politiques (réformes de la gouvernance et incitations fiscales bien conçues) poussant les PME à adopter des structures et des valeurs sociétales positives pour conserver ces valeurs au fil de leur croissance.
- Proposer un accès au marché, un traitement fiscal et des contrats de marchés publics favorables aux entreprises structurées pour soutenir une économie centrée sur l'humain.
- Encourager les entreprises internationales à s'approvisionner auprès d'entreprises soutenant l'économie centrée sur l'humain et élaborer des programmes d'aide offrant à ces entreprises un accès à un financement (par ex., mécanismes de garantie du crédit). Les fonds de capital-investissement et les institutions de financement du développement doivent financer la transition vers des modèles d'actionnariat salarié.

## **Privilégier la justice fiscale**

- Les États africains doivent chercher à accroître rapidement leur ratio recettes fiscales/PIB pour le porter à au moins un quart. Plus important encore, cette augmentation doit s'inscrire dans un processus progressif et ne pas exacerber la pauvreté et les inégalités. Cela exige notamment de renforcer la capacité à lever des impôts auprès des grandes entreprises et des plus fortunés. Les politiques fiscales doivent réserver un traitement égal aux hommes et aux femmes.
- Les États africains doivent privilégier l'éradication de la fraude et de l'optimisation fiscale en élaborant des plans d'action régionaux et nationaux coordonnés par des stratégies visant à lutter contre le recours aux paradis fiscaux.
- Les États africains doivent s'engager à renforcer la coopération fiscale et essayer de jouer un rôle plus actif et plus décisif dans la réforme du système fiscal international. Cela implique de travailler avec d'autres États et avec les institutions internationales afin de mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés et des incitations fiscales.

## **Investir dans une économie centrée sur l'humain**

- Les États doivent accroître la part de leur budget consacrée aux services essentiels pour lutter contre les inégalités. Ils doivent honorer les engagements pris en 2015 à Incheon (Corée du Sud) de consacrer 20 % du budget national à l'éducation, ainsi que les engagements d'Abuja d'allouer 15 % du budget national à la santé.
- Les États doivent résister au processus de privatisation de l'éducation, en cherchant plutôt à améliorer la qualité des écoles publiques et à augmenter le nombre d'enseignants bien formés et qualifiés. Ils doivent renouveler leur engagement à maintenir la gratuité de la scolarité (y compris les frais informels) pour garantir l'équité et empêcher toute dégradation.
- La couverture santé universelle doit être assurée, en soulignant l'importance d'un financement public et de prestations privilégiant une offre complète de soins de santé primaires. Les États doivent agir de toute urgence pour supprimer les frais formels et informels afin de protéger les soins de santé et les revenus des plus pauvres.

# NOTES

Sauf mention contraire, tous les liens cités ont été consultés pour la dernière fois en avril 2017.

1 FMI (2016), *Études économiques et financières, Afrique subsaharienne : Une croissance à plusieurs vitesses*. <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2016/afr/sreo1016f.pdf>

2 Banque mondiale (2016), *Poverty in a Rising Africa*. <http://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/publication/poverty-rising-africa-poverty-report>

3 Calculs d'Oxfam d'après le Crédit Suisse (2016), *Global Wealth Databook 2016*. <http://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD6F2B43-B17B-345E-E20A1A254A3E24A5> et liste des milliardaires établie par le magazine Forbes, dernière visite en novembre 2016 <https://www.forbes.com/billionaires/#2bde944251c7>

4 L. Chandy et B. Seidel (2017), *How much do we really know about inequality within countries around the world? Adjusting Gini coefficients for missing top incomes*, blog Brookings, dernière visite le 30 mars 2016, <https://www.brookings.edu/opinions/how-much-do-we-really-know-about-inequality-within-countries-around-the-world/>

5 Comme indiqué dans le rapport complet, les économies actuelles s'appuient sur un héritage mêlant colonialisme et politiques néolibérales qualifiées d'ajustement structurel.

6 ONU Femmes (2015), *Progress of the World's Women: Transforming Economies, Realizing Rights*. [http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW\\_progressreport.pdf](http://progress.unwomen.org/en/2015/pdf/UNW_progressreport.pdf)

7 OIT (2016), *Emploi et questions sociales dans le monde 2016 : Tendances pour les jeunes*. <http://www.ilo.org/global/research/global-reports/youth/2016/lang--fr/index.htm>, page 5.

8 Oxfam (2017, à venir), *Commitment to Reducing Inequality Index*.

9 Ibid.

10 Banque africaine de développement, (2016), *Rapport sur le développement en Afrique 2015. Croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable*. [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/ADR15\\_FR.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/ADR15_FR.pdf)

11 International Cooperative Alliance, récupéré depuis le site <http://ica.coop/en/co-op-facts-and-stats>.

12 E. Berkhout (2016), *Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale*. Oxfam <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/tax-battles-the-dangerous-global-race-to-the-bottom-on-corporate-tax-620159>

13 ActionAid (2016), *Still racing toward the bottom? Corporate tax incentives in East Africa*. <http://www.actionaid.org/publications/still-racing-toward-bottom-corporate-tax-incentives-east-africa>

14 (Objectif d'Abuja qui consiste à allouer 15 % des dépenses du gouvernement à la santé) Oxfam. (2017, à venir). *Commitment to Reducing Inequality Index*.

© Oxfam International, mai 2017

Ce document a été rédigé par Katy Wright. Oxfam remercie Erinch Sahan, Deborah Hardoon, Max Lawson, Deepak Xavier et Selam Abraha pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :  
[advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Traduit de l'anglais par eXcelingua (Jérôme Richard et Pierre Le Grand) et relu par François Kergoat.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-965-1 en mai 2017.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

DOI: 10.21201/2017.9644

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam IBIS (Danemark) ([www.ibis-global.org](http://www.ibis-global.org))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))